FEDIL

Publication - 23/04/2024

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2024

Discours – programme de Georges Rassel prononcé à l'occasion de l'Assemblée générale 2024 de la FEDIL en présence de Lex Delles, ministre de l'Économie

Monsieur le Ministre, chers président(s) honoraire(s),

Mesdames, Messieurs les administrateurs

chers membres, chers invités,

Après 18 ans au Conseil d'administration de la FEDIL, dont les 5 dernières à la présidence, Michèle Detaille passe le relais. Ces années ont été marquées par un très grand engagement. Un engagement en faveur de la cause industrielle, certes, mais bien au-delà, un engagement en faveur de l'entrepreneuriat et du développement économique de notre pays. Entrepreneuse et libérale convaincue, Michèle a su se tisser un excellent réseau d'interlocuteurs politiques, scientifiques, économiques et sociaux, ce qui a certainement contribué à l'efficacité de son action à la tête de notre fédération. Sans oublier son instinct et son expérience politiques qui lui ont permis de bien véhiculer nos positions et de donner le poids nécessaire à la cause de la FEDIL.

Chère Michèle,

Tu quittes le Conseil et la présidence de la FEDIL et tu me confies une organisation performante et bien reconnue pour te succéder. Au nom du Conseil d'administration et de tous nos membres : Un très grand Merci !

Pour te remercier de ton engagement exemplaire, le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale de te décerner le titre de Présidente Honoraire de notre fédération. Je suppose et j'espère que l'AG valide cette proposition ?

Et pour rattraper un oubli, le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale de nommer également Nicolas Buck Président Honoraire. Nicolas était à la présidence de la FEDIL pendant les années 2016 à 2019. Nicolas a le grand mérite d'avoir initié la modernisation et le repositionnement de la FEDIL. Il a fortement renforcé notre membership, en l'élargissant à de nouveaux secteurs de notre économie, et a ainsi créé de solides fondations pour l'avenir de la FEDIL. Est-ce que l'Assemblée valide aussi cette proposition ?

Dir Dammen an dir Häre,

Wéi ech gefrot gi sinn fir d'Présidence vun eiser FEDIL ze iwwerhuelen, war ech immens geéiert. Ech si mir natierlech och där grousser Verantwortung bewosst déi matt dëser Positioun verbonnen ass. Dëst d'autant plus, dass eis Organisatioun virun iwwert 100 Joer ënnert der Initiative vun engem grousse Monsieur aus der lëtzebuerger Industriegeschicht an Ekonomie, dem Paul WURTH gegrënnt gouf.

An der Firma, déi hien entwéckelt huet, hunn ech d'Chance elo iwwert 35 Joer ze schaffen an ech hunn, vum jongen Ingénieur bis haut als Member vum Conseil, all Etappen duerchgemaacht. 35 Joer, an deenen ech d'wirtschaftlech Changementer zu Lëtzebuerg erlieft hunn. Ech hunn och d'Positioun vun eiser lëtzebuerger Industrie a Firmaen am Ausland kenne geléiert, matt all den Opportunitéiten, mee awer och de verbonnenen Risiken, an ech konnt se aktiv matt gestalten.

Ech wäert mer all Méi ginn fir och wärend mengem Mandat, d'Stëmm vun der lëtzebuerger Industrie ze vertrieden, esou wéi et meng Virgänger gemaacht hunn. An ech si frou déi fréier Präsidenten Marc Assa, Robert Dennewald, (Nicolas Buck), nieft natierlech dem Michèle Detaille hei ze begréissen.

Monsieur le ministre, chers invités, chers membres,

Les cinq dernières années furent marquées par de multiples crises dans la gestion desquelles les corps intermédiaires, tels que la FEDIL, ont pleinement joué leur rôle :

Je citerai dans ce contexte :

- le maintien des activités de production et des prestations de service essentielles durant la crise du COVID,
- la définition, la communication et l'application des règles sanitaires en entreprises,
- ensuite les accords tripartites visant à amortir la dégradation de la compétitivité dans une situation de forte inflation,
- ou encore la définition et l'application des mesures de compensations financières pendant la crise énergétique,
- et finalement la participation dans l'élaboration d'une roadmap et de l'encadrement nécessaire pour la décarbonisation de l'industrie – un effort gigantesque pour répondre à la crise climatique.

J'espère pour nous tous que la gestion de crise jouera un rôle moins important durant mon mandat, mais je veux m'assurer que la FEDIL reste alertée et prête à représenter ses membres et à coopérer avec nos autorités lorsqu'une situation exceptionnelle l'exige.

Chers membres,

En guise de préparation à ce nouveau mandat de président, j'ai cherché le contact avec une série de membres représentatifs de leurs secteurs d'activité. Sur base de leurs retours et sur base des orientations du Conseil d'administration et des travaux de la direction de la FEDIL, je vous propose un programme de travail plus ou moins dans la continuité en ce qui concerne les sujets prioritaires et avec quelques nouveaux accents en ce qui concerne l'action.

La vision de la FEDIL est celle du développement et de la diversification d'une

économie forte, décarbonée et hautement productive, portée par l'exploitation des nouvelles opportunités ou niches de marché, le progrès technologique, le développement, l'attrait de talents et la collaboration internationale.

Les développements économique et technologique conditionneront le cadre social et les performances écologiques de notre pays. J'aimerais rappeler que le Luxembourg a atteint un niveau de qualité de vie élevé avec un système social parmi les meilleurs dans le monde grâce au développement de ses industries. Aussi aujourd'hui, nos industries sont largement contributaires pour générer les moyens nécessaires afin de pérenniser ces acquis, maintenir la paix sociale tout en réussissant la transformation écologique absolument nécessaire. Pour y arriver, notre pays doit miser sur un développement d'entreprises hautement productives et à la pointe du progrès. Ces entreprises seront capables d'assurer leur pérennité dans une économie chère et face à une concurrence étrangère souvent avantagée en termes de compétitivité coût.

Je ne veux pas limiter mes propos aux seules entreprises manufacturières ou à caractère industriel. Je veux bien les étendre à l'ensemble des entreprises technologiques et de support qui constituent le membership FEDIL et qui représentent environ un tiers de notre PIB. Et nous savons tous aussi que les activités exportatrices produisent un grand effet de levier dans notre économie particulièrement ouverte.

S'agissant de l'encadrement de nos entreprises, destiné à stimuler ce développement vertueux, notre regard se tourne d'abord vers l'Europe. Malheureusement, l'Europe, durant la législature qui vient à échéance, s'est avant tout distinguée par une accélération impressionnante de la machine législative, créant un cadre réglementaire étouffant et donc difficile à digérer par nos entreprises. On ne peut pas dire que la politique européenne ait complètement négligé l'encadrement propice à l'éclosion de nos entreprises, mais trop souvent elle l'a abordé en réaction à des détériorations manifestes de paramètres économiques, à des échecs ou à des initiatives stimulantes prises par des espaces économiques concurrents. La capacité de réaction de l'Union européenne face à cette perte d'attrait et de performance n'est pas vraiment de nature à convaincre et à encourager les entreprises existantes et les investisseurs potentiels.

Nous espérons que cette atmosphère s'améliorera durant le prochain quinquennat. Car l'Europe a du potentiel, et nos entrepreneurs et nos chercheurs portent des projets qui méritent une politique industrielle plus favorable à l'investissement. La FEDIL sera très présente sur les dossiers européens touchant fortement à la vie de nos entreprises. Ensemble avec nos partenaires regroupés au sein de BusinessEurope, nous veillerons au bon fonctionnement du marché intérieur, nous veillerons au respect des promesses de simplification du cadre réglementaire et nous nous impliquerons dans les dossiers politiques liés au fonctionnement et à la décarbonisation du marché de l'énergie, en plaçant nos actions dans un contexte de réindustrialisation de l'Europe.

Nous voulons intensifier notre présence à Bruxelles avec nos moyens internes et grâce à des synergies et des coopérations renforcées avec nos partenaires immédiats occupant les mêmes sujets. Nous continuerons à entretenir un échange régulier avec nos représentants officiels au Conseil, au Parlement et à la Commission, tout en impliquant nos entreprises membres. Ceci devrait également profiter à notre mission d'information au profit de nos membres.

Sur le plan national, nous sommes en présence d'une majorité gouvernementale qui a annoncé sa volonté de faire éclore le potentiel de croissance de notre économie, en agissant sur les leviers de la vitesse d'action,

de la simplification des procédures, de la fiscalité et des infrastructures. On s'en félicite !

Michèle Detaille l'a dit dans son discours du Nouvel An: Les bonnes intentions sont là, il s'agit maintenant de voir si elles sont suivies d'actions.

Certaines actions sont déjà entamées, d'autres sont annoncées plus ou moins clairement. S'agissant du futur développement de l'industrie manufacturière et technologique, nous pensons qu'il faudra définir clairement les intentions gouvernementales et donner ainsi une orientation non-équivoque à la panoplie d'acteurs susceptibles de concrétiser ou de soutenir cette stratégie de développement. Une stratégie claire est également indispensable pour afficher une image cohérente et crédible vers l'extérieur.

Monsieur le ministre,

Nous nous réjouissons de votre offre de dialogue permanent pour identifier ensemble des nouvelles pistes de développement et pour vous soumettre nos propositions de mesures d'encadrement y favorables. À côté de notre dialogue plus informel, nous sommes contents de pouvoir poursuivre les travaux plus formels et plus structurés avec plusieurs ministères au sein du Haut Comité pour l'Industrie.

L'investissement avec les volets infrastructures, financier, fiscal et autorisation est prioritaire pour nous. Cela me paraît logique dans une UE qui veut se réindustrialiser dans certains secteurs essentiels, dans les activités dites « net zero » et dans les technologies du digital, de l'espace, de la health tech et de la défense. Cela me paraît également logique lorsque nous partageons l'avis du gouvernement que notre pays y a une carte à jouer.

À cette fin, vous avez défini l'aménagement et la mise à disposition de suffisamment de terrains comme sujet prioritaire dans votre ministère. Nous avons déjà convenu d'étudier ensemble des modèles de développement et de gestion de zones d'activité qui ont fait leur preuve à l'étranger et nous nous félicitons de l'intention du gouvernement de mieux encourager les communes susceptibles de contribuer activement à cet exercice.

Ensemble avec nos partenaires à l'UEL, nous voulons élaborer des propositions de mesures fiscales incitatives pour l'investissement, et donc pour la modernisation de notre pays.

Nous partageons l'avis avec la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) qu'elle doit occuper une place centrale dans le paysage financier du Luxembourg et jouer un rôle important dans le soutien au développement économique et à la croissance des entreprises du pays. Un échange avec les nouveaux responsables de la SNCI a déjà été entamé et la FEDIL va faire des propositions constructives pour renforcer l'efficacité et l'adaptabilité aux besoins changeants de nos membres.

Ensemble avec les services compétents du ministère de l'Économie, nous continuerons à suivre de très près l'évolution des règles européennes en matière d'aides d'État et d'organisation des marchés de l'énergie pour accélérer le processus de transformation et d'adaptation des entreprises aux défis de la décarbonisation et aux grandes transformations qui impactent la production, le stockage et la distribution de l'énergie. Trop souvent les opportunités et les contraintes industrielles en matière environnementale ou énergétique sont méconnues par le public et par les décideurs politiques. La FEDIL a pour mission de montrer et d'expliquer ces réalités et de promouvoir les projets innovants de nos membres, sources de progrès dans ces domaines.

Nous continuerons à le faire moyennant des campagnes de communication, des visites thématiques d'entreprises, l'organisation des prix de l'environnement et de l'innovation et dans le cadre de nos rencontres politiques.

Notre accord volontaire sur l'efficacité énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'industrie, et notre action politique autour du sujet de l'énergie ont pour vocation de reconstruire la situation compétitive favorable sur les coûts énergétiques qui était la nôtre pendant deux décennies et jusqu'il y a deux ou trois ans. C'est un préalable nécessaire pour réussir la transition énergétique avec l'industrie !

Dans les récents entretiens avec nos membres, nous avons pu constater que le sujet de l'intelligence artificielle figure parmi les préoccupations de quasiment toutes les entreprises. Toutes se posent la question de la pertinence et du degré d'implémentation de solutions d'intelligence artificielle dans leurs procédés et dans leur travail administratif.

Beaucoup d'entreprises veulent apprendre des projets et expériences d'autres entreprises et s'informer sur les bonnes pratiques et les solutions adaptées à leurs besoins.

Je vois trois dimensions à intégrer dans le travail politique de la FEDIL :

1. Le degré de préparation du pays aux changements inhérents à l'intelligence artificielle, y compris le volet de la formation ;
2. La configuration de la législation actuelle et de la future législation dans le souci de trouver le bon équilibre entre précautions et opportunités, sachant que l'Europe a la mauvaise habitude de surréglementer et donc de freiner le déploiement de nouvelles technologies ; et
3. L'intérêt d'identifier et d'exploiter des domaines de compétence ou des niches liés à l'intelligence artificielle pour en faire un axe de développement économique dans notre pays et il y a déjà de très beaux exemples dans notre membership.

De manière plus générale et bien au-delà du sujet de l'intelligence artificielle, la FEDIL veut promouvoir un écosystème avec une réglementation propice à l'innovation. Les grands défis de notre société ne sauront être relevés sans percées notables dans la recherche et sans une accélération du processus d'innovation.

La FEDIL peut intensifier ses échanges avec les acteurs de la recherche au Luxembourg, en augmentant la cadence des rencontres entre entreprises innovantes et instituts ou équipes de chercheurs.

La FEDIL continuera à promouvoir son idée de mise en place d'un parc scientifique, où acteurs publics et privés coexistent et coopèrent.

En notre qualité d'associé de l'agence Luxinnovation, nous voulons mettre un accent particulier sur sa mission originale qui consiste à soutenir et à accompagner les entreprises dans leurs efforts de recherche, de développement, d'innovation et dans la recherche de partenaires pouvant contribuer de manière déterminante à leurs projets. Ainsi la FEDIL se penchera aussi sur la question de savoir comment attirer plus de venture capital pour aider à financer le développement de nos pépites.

Le study trip de la FEDIL voué aux sujets de la recherche et du digital, initié par mon prédécesseur Robert Dennewald, a fait ses preuves. Nous voulons compléter cette initiative par des voyages d'étude autour d'autres sujets prioritaires de la FEDIL, notamment par la visite de régions et d'écosystèmes bien avancés dans le domaine de la transition énergétique.

Mesdames, Messieurs,

Nous savons tous que la réussite de nos entreprises et l'avancement de nos projets innovants dépendent beaucoup de la qualité et de l'engagement des femmes et des hommes qui y travaillent.

La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, c'est-à-dire notre capacité d'attrait et de rétention de talents, dépend de nombreux facteurs, notamment :

- la formation initiale et continue,
- l'orientation,
- la mobilité des travailleurs suite aux restructurations qui deviendront probablement plus fréquentes et plus substantielles dans une économie en forte mutation,
- l'organisation du travail et le cadre de travail,
- les éléments de rémunération,
- la fiscalité et les charges sociales,
- la qualité de vie,
- le logement et aussi les transports.
- ...

Concernant l'organisation et la durée du travail, nous pensons que l'actuel gouvernement a compris que ces questions sont complexes et que le législateur a intérêt à créer un cadre assez flexible permettant aux employeurs et à leurs salariés de pratiquer des modèles qui conviennent le mieux aux besoins des uns et des autres, sachant que ces besoins sont très divers et pas constants dans le temps.

Nous continuerons à porter ce message important directement et à travers l'UEL qui unit les représentants d'employeurs sur les questions politiques du droit du travail.

S'agissant du coût du travail, nous suivons de près les évolutions qui peuvent causer des progressions dangereuses dictées par la loi. Le dernier accord gouvernemental anticipe le scénario d'une évolution trop rapide de l'inflation, et donc de l'indexation des salaires. Dans un tel scénario, il prévoit la recherche de solutions avec les partenaires sociaux. Le cas échéant, la FEDIL aura son rôle à jouer pour contribuer à un accord adapté aux contraintes économiques, sociales et financières du moment.

Le monde du travail est en pleine mutation. On dit souvent qu'il s'agit d'une question générationnelle. Possible, mais je pense que ce sont avant tout des évolutions technologiques et des nouvelles tendances de marché qui expliquent cette mutation rapide. Dans ce contexte, nos membres éprouvent un besoin croissant de se comparer à leurs pairs et de s'inspirer des expériences d'autres.

La FEDIL continuera à organiser des plateformes pour favoriser ces échanges et le flux d'informations utiles profitant à nos dirigeants d'entreprises et à leurs services de ressources humaines.

Le dialogue avec le monde de la formation sera maintenu, y compris la réalisation des études sur les besoins de qualifications de nos entreprises.

Nous relancerons notre présence dans les lycées avec Hello Future, nous intensifierons le contact avec le monde universitaire et les organisations d'étudiants, et nous poursuivrons la réalisation de campagnes promotionnelles en faveur de nos secteurs. Ici, je lance un appel à vous, chers membres, de participer activement aux efforts initiés par l'équipe de la FEDIL.

Je tiens particulièrement à remercier le recteur de l'Université du Luxembourg, cher Jens, qui a trouvé le temps de se joindre à nous ce soir. Je rappelle ici que les PhD et autres diplômés sortant de l'Université du Luxembourg constituent un beau réservoir de talents que nous souhaiterions encore mieux mettre en relation avec nos entreprises.

Je profite de l'occasion de vous rappeler qu'il est important d'informer les services de l'ADEM de vos besoins en personnel. En travaillant ensemble, nous avons plus de chances de trouver les profils et compétences si recherchés.

Je pense que la FEDIL pourrait se positionner utilement sur deux chantiers additionnels, à savoir celui des transports des travailleurs, où nous voyons un potentiel d'amélioration, notamment dans le domaine des transports en commun et celui du logement, où nous constatons un intérêt croissant d'offrir des logements d'entreprise aux travailleurs.

Monsieur le ministre,

Je ne veux pas terminer mon exposé sur les défis thématiques sans évoquer le sujet des charges administratives.

La Commission européenne et le gouvernement affichent plein de bonnes intentions pour réduire cette charge, et des progrès de simplification et de digitalisation ont certes vu le jour.

Mais vous devez admettre que les seules règles de documentation, de compliance et de reporting en matière ESG qui ont vu le jour ces deux dernières années ont un potentiel de lourdeur administrative et d'insécurité juridique tel qu'elles annulent facilement tous les allègements obtenus durant toute une décennie. Et ass bal wéi op der Iechternacher Sprangpressessioun, awer nëmmen méi Schrëtt nohanne wéi no vir!

Nous saluons et nous soutenons toutes les initiatives allant dans le bon sens !

Notre fédération veut placer son action politique au profit d'un changement de mentalité dans le chef des responsables politiques, surtout sur le plan européen. Il s'agit de se battre contre une culture de la méfiance qui pousse ces responsables à tisser un cadre législatif, où les entreprises doivent constamment justifier leurs actions et où les autorités forment des armées de fonctionnaires appelés à contrôler et à sanctionner les entreprises. Entreprises et fonctionnaires ne suivent plus la cadence. Nous devons convaincre les électeurs que cette façon de faire pénalise nos entreprises et que les pertes de productivité provoquées par ces choix politiques auront leur prix, y compris à la caisse du supermarché.

Mettez la stagnation du PIB en relation avec la création toujours très dynamique d'emplois, ainsi que la nature des emplois créés et vous aurez compris.

Chers membres,

Vous constatez que les défis sont nombreux.

Le Conseil d'administration et la direction de la FEDIL veulent s'assurer que les moyens et ressources de votre fédération sont investis pour vous représenter, pour vous informer et pour vous soutenir de manière pertinente et efficace. N'hésitez pas à profiter des services de la FEDIL ! Nous avons une équipe formidable, compétente et engagée à votre service. N'hésitez pas à me

contacter ou à contacter un de mes collègues du Conseil d'administration, si vous avez des remarques ou doléances à formuler.

J'ai l'intention de consacrer une partie de mon temps à des visites d'entreprises. J'ai constaté ces derniers mois que les occasions ne manquent pas, autant en profiter pour mieux connaître nos dirigeants et leurs entreprises, leur activité, leurs projets, leurs marchés, leurs performances économiques, mais aussi leurs soucis. Le savoir-faire et les compétences de nos entreprises membres constituent un trésor hors du commun. À travers nos groupes de projet thématiques ou à travers d'autres formes de collaboration, nous offrons la possibilité à nos membres de partager ce savoir-faire et ces compétences avec leur fédération lorsqu'il s'agit d'analyser un sujet politique et de nous positionner ou de lancer des initiatives.

Je profite de cette occasion pour lancer un appel à vous, nos membres, de s'impliquer dans les travaux de la FEDIL et de contribuer ainsi à la pertinence et à la qualité de nos travaux !

La FEDIL est également un lieu de rencontre.

À côté des multiples conférences, séminaires, associations sectorielles, groupes de travail ou groupes de projet, nous voulons continuer à organiser plusieurs grands événements, où nous réunissons nos membres avec nos partenaires, avec nos interlocuteurs politiques et administratifs et où nous invitons régulièrement des dirigeants ou experts étrangers pour nous faire découvrir ou mieux comprendre des sujets touchant à la vie de nos entreprises.

À côté des événements plus traditionnels, nous avons lancé en 2023 notre Industry Day et vous avez constaté que nous avons placé l'Assemblée générale de cette année dans le cadre d'un événement plus large que nous voulons développer à partir de l'année prochaine.

Dans deux semaines, le 7 mai, nous nous reverrons, si vous le voulez, pour une table-ronde consacrée aux élections européennes.

Ces rendez-vous sont fortement appréciés par nos membres et par nos interlocuteurs et partenaires.

Profitez-en et venez nombreux !

Här Minister,

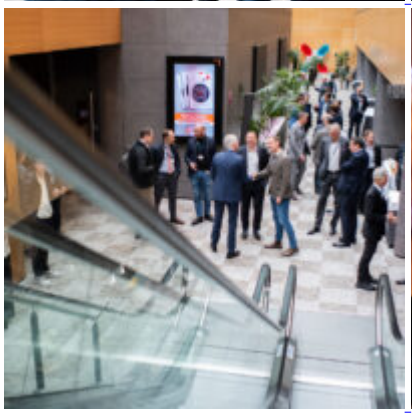
Ech wollt mäin Discours ophalen, an deem ech Iech versécheren, dass d' FEDIL de korrekten a konstruktiven Dialog matt Iech an deenen aneren Regierungsmemberen sicht, esou wéi och matt dem Parlament an de Parteien.

D'Onofhängegkeet ass ee wichtege Wäert vun der FEDIL. Si erlaabt eis d'Usiichte vun eise Membere frei matt ze deelen a falls neidesch, och Kritiken ze formuléieren. Mais sidd berouegt, mir wëllen dat net iwwerdreiwen! Esou guer de Contraire ass de Fall: als Intermédiaire wëlle mir d'Méiglechkeet vun der Kommunikatioun an déi 2 Richtunge féieren.

Wat mir eis méi a besser ofstëmmen iwwert déi gemeinsam Objektiver déi mir erreeche wëllen, wat mir als FEDIL eis nach besser konzentréieren kënne fir konstruktiv Propositiounen ze maachen am Intérêt vun eisem Land, senge Leit a senger Ekonomie!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

PHOTOS



FEDIL
ENSEMBLE POUR L'AVENIR
INDUSTRIEL DU PAYS
23 AVRIL 2024

2023
26
3000

FEDIL

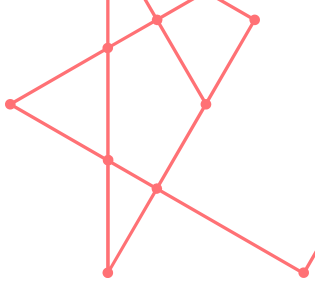
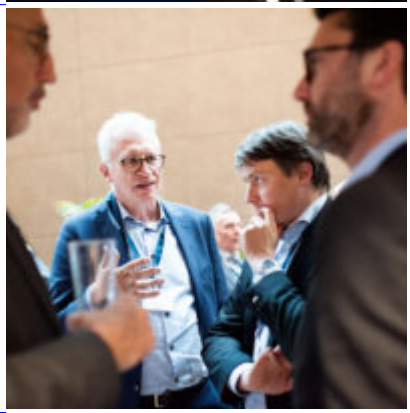
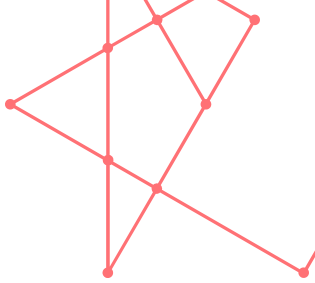
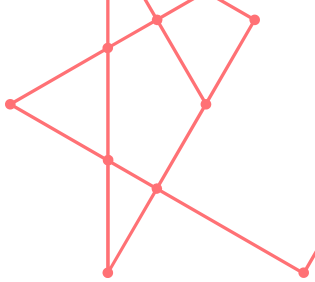
Georges Rassel

1 500 000
1 000 000
500 000
Jean-Louis

FEDIL

FEDIL
FEDIL

FEDIL

FEDIL
FEDIL

ENSEMBLE POUR L'AVENIR
INDUSTRIEL DU PAYS